Renforcement du partenariat : Le CNPM et la BAD consolident leur coopération au service du secteur privé

MALI

1889

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 27 FEVRIER 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mountaga C. Tall

Radiation de militaires au Mali - Vers un nouveau chapitre judiciaire



Proposition de l'Union africaine : Housseini Amion Guindo parle de "bluff"



UEMOA : Bamako accueille la 11è Revue annuelle des réformes communautaires



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre du **Dialogue Social**, le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), M. Idrissa Bakary DIARRA, informe le personnel que ses portes sont grandement ouvertes. Il est pleinement disponible pour recueillir toutes les préoccupations, dans le **strict respect des textes réglementaires en vigueur.**

Depuis son investiture, M. DIARRA s'est solennellement engagé à recevoir les responsables des différentes structures de l'INPS, ainsi que les représentants syndicaux, afin de favoriser un échange constructif et transparent. Pour preuve, les représentants des admis au test de recrutement interne des contrôleurs Employeurs, des gestionnaires de comptes employeurs et des enquêteurs ont été reçus en audience le mercredi 11 février 2026.

La réflexion est en cours aux fins d'identifier les réponses appropriées à envisager relativement aux points soulevés.

Il a toutefois été surpris par la publication d'une pétition en ligne émanant d'une partie du personnel, réclamant un avantage conformément aux dispositions légales et réglementaires.

M. le Directeur Général **réaffirme** son attachement au Dialogue Social, à l'application rigoureuse des textes, ainsi qu'à la **justice** et à l'**équité** entre tous les travailleurs de l'INPS.

Il invite le personnel à privilégier les **canaux officiels** de communication pour exprimer leurs préoccupations, garantissant ainsi des solutions adaptées et conformes au droit.

Fait à Bamako, le 16 février 2026

Le Directeur Général

Idrissa Bakary DIARRA
Officier de l'Ordre National

©SRP-INPS

Priorité au Mali, au-delà des querelles



Moctar Sow

De Mali traverse aujourd'hui un moment où chaque décision doit être guidée par l'intérêt supérieur du pays. Malheureusement, le débat public est trop souvent détourné par des querelles politiciennes, des accusations de corruption ou des discussions interminables sur des remaniements ministériels. Pendant ce temps, les vrais défis – la sécurité, l'éducation, la santé, le développement économique et social – restent insuffisamment traités.

Regardons ce qui se passe ailleurs. Au Maroc, par exemple, quand un citoyen évoque son pays, il parle d'éducation, de santé, de projets de développement et non de querelles politiques ou de rivalités personnelles. Cette différence est frappante : le progrès dépend de la capacité des dirigeants à concentrer leurs efforts sur l'avenir de la nation, et non sur des polémiques qui fragilisent l'État et l'opinion publique.

Le Mali doit suivre cette logique. Les Maliennes et les Maliens attendent des actes concrets, des résultats tangibles et des décisions qui portent le pays vers l'avant. Dans ce contexte, la continuité et la cohésion au sommet de l'État sont essentielles. L'équipe gouvernementale en place a déjà montré sa capacité à transformer les politiques en réalisations concrètes. Maintenir la Primature actuelle, avec le Premier ministre Abdoulaye Maïga à sa tête, n'est pas un choix personnel, mais une décision stratégique. Il s'agit de préserver une dynamique de travail déjà engagée et de garantir la stabilité indispensable pour la présidence d'Assimi Goïta.

Changer d'équipe maintenant serait risquer de fragiliser la transition, au moment où le pays a le plus besoin de stabilité, d'efficacité et de cohésion. Les autorités doivent dépasser les querelles, se concentrer sur les vrais enjeux et travailler ensemble pour renforcer les institutions, protéger les citoyens et avancer dans les secteurs vitaux. La population mérite que ses dirigeants mettent l'intérêt du Mali au-dessus de toute considération personnelle.

Cohésion, continuité et efficacité : voilà les leviers qui permettront au Mali de surmonter ses défis. Le temps n'est plus aux débats stériles ou aux accusations sans fin, mais à l'action et à la construction. Maintenir la Primature actuelle, avec l'équipe et les choix déjà validés par la présidence, est un acte de responsabilité et de sagesse. C'est un outil indispensable pour assurer un avenir solide et stable pour le Mali.

Le message est simple : mettons le Mali avant tout, concentrons nos efforts sur les vrais enjeux et travaillons pour bâtir un pays capable de rivaliser avec les meilleures nations de la région. Le moment est venu de transformer les paroles en actes, et d'agir pour que le Mali avance enfin.



>> Sommaire







Une / Mountaga C. Tall : Radiation de militaires au Mali –Vers un nouveau chapitre judiciaire **P. 5**

Brèves /
Ramadan 2026 : La Foire Ramadan Magique s'installe au Stade du 26 Mars de Yirimadio **P. 10**
Proposition de l'Union africaine : Housseini Amion Guindo parle de "bluff" **P. 10**
Renforcement du partenariat : Le CNPM et la BAD consolident leur coopération au service du secteur privé **P. 11**
DNACPN : Trois jours de bilan 2025 et de programmation 2026 pour renforcer l'action environnementale **P. 11**

Actualité /
Sécurité fluviale : EUCAP Sahel Mali consolide les moyens de la Brigade fluviale **P. 14**
Bamako face aux défis climatiques : Cap sur l'accélération du PRUBA **P. 16**

Politique /
Union économique et monétaire ouest-africaine : Bamako accueille la 11è Revue annuelle des réformes communautaires **P. 19**
Lettre à grand-père : Éviter l'enlisement politique **P. 21**

Culture & société / Scandale polygamique : Un homme violemment agressé par ses deux épouses **P. 23**

International /
Incident frontalier : Arrestation de 16 militaires sierra-léonais par les forces armées guinéennes **P. 24**
Programme nucléaire iranien : Les États-Unis renforcent la pression avant Genève
Sénégal–Fonds monétaire international : Divergences persistantes sur un nouveau programme d'aide **P. 25**

Sport / Fédération malienne de football : Les propositions du ministre Fomba rejetées, vive polémique autour du processus électoral **P. 26**

P. 28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Mountaga C. Tall Radiation de militaires au Mali – Vers un nouveau chapitre judiciaire

Du 9 février jusqu'à la fin de la semaine, la grand-messe mondiale du secteur minier, Investing in African Mining Indaba 2026, a réuni des milliers de décideurs, investisseurs et opérateurs autour des grands enjeux de l'industrie extractive africaine. « Indaba », qui signifie rencontre en langue zoulou, a une nouvelle fois tenu sa promesse : créer un espace stratégique où se négocient partenariats, financements et visions d'avenir.

Après deux années d'absence, le Mali a marqué son retour avec une délégation de haut niveau conduite par M. Soussourou Dembélé, Secrétaire général du ministère des Mines. Dans un contexte continental où, selon les experts, « la mine ne se gagne plus seulement sur la géologie, mais sur les flux, la confiance et la capacité d'exécution », la présence malienne s'est voulue à la fois stratégique et ambitieuse.

Durant quatre jours, Mining Indaba a concentré l'essentiel des dynamiques du secteur : projets en quête de partenaires, investisseurs en quête d'actifs solides, États en quête de retombées économiques, opérateurs en quête de stabilité réglementaire et surtout de rapidité d'exécution. Cette édition 2026 a d'ailleurs consacré une journée spéciale au Mali, mettant en lumière les potentialités du pays et sa volonté de renforcer l'intégration locale de la chaîne de valeur minière.

Parmi les acteurs maliens les plus remarqués figure la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA). Représentée par M. Mamadou Daffé, Directeur général adjoint chargé de l'exploitation, l'institution a porté la voix de son Directeur général, Dr Lanfia Koita, devant un auditoire composé de professionnels aguerris et d'investisseurs internationaux.

Dans sa présentation, M. Daffé a rappelé que la BMS-SA est aujourd'hui leader bancaire au Mali et 7è à l'échelle de l'UEMOA. Banque sous-régionale liquide, elle dispose d'une capacité avérée d'accompagnement du secteur minier, notamment en matière de structuration financière, de bancarisation des projets, de gestion des flux et d'optimisation des retombées locales.

« La BMS-SA est une banque de développement, leader au Mali et 7è sur

l'espace UEMOA. Nous sommes à Cape Town pour accompagner le secteur minier. Qui dit secteur minier performant, dit banque nationale forte, crédible et inclusive », a-t-il déclaré au micro de l'ORTM.

Dans cette dynamique, la BMS-SA a mis en place un desk minier composé de spécialistes hautement qualifiés, intégré à sa gouvernance stratégique. Cette équipe dédiée répond aux besoins spécifiques des projets miniers, qu'il s'agisse d'opérations de trésorerie, d'investissements structurants ou de transactions internationales.

Au-delà du financement classique, la banque se positionne désormais comme un véritable levier de performance dans un écosystème minier devenu complexe : fournisseurs, logistique, énergie, sous-traitance, fiscalité, conseil juridique, exigences ESG et conformité. Elle structure les montages financiers, sécurise les flux, rassure les investisseurs et accélère l'exécution des projets.

Un accent particulier est mis sur le contenu local. « Il concerne notamment les petites et moyennes entreprises intervenant dans la fourniture, le transport-logistique, la restauration, la construction, sans oublier le personnel, maillon essentiel de la chaîne », a souligné M. Daffé.

La participation de la BMS-SA à Mining Indaba 2026 traduit une ambition claire : contribuer à l'émergence d'un secteur minier malien plus intégré, plus performant et plus souverain, au service d'un développement durable. À Cape Town, la banque n'est pas venue observer ; elle est venue structurer, convaincre et affirmer la place du Mali dans la nouvelle dynamique minière africaine.

À lire en encadré le message de Me Tall publié sur sa page x

Yacouba Ongoiba



Radiation de militaires : rendons compte au peuple malien de la justice censée être rendue en son nom.

En saisissant la Cour suprême du Mali d'une requête en excès de pouvoir, aux fins d'annulation des décrets de radiation visant certains militaires et gendarmes, nous savions qu'il n'existait que deux issues possibles. La première, conforme aux exigences de Légalité, consistait à prononcer l'annulation pure et simple des décrets incriminés. Mais nous l'avons dit au cours de nos plaidoiries : nous ne sommes ni naïfs, ni doux rêveurs. Par respect pour les hauts magistrats de notre pays, nous ne dirons pas que la décision rendue est inique ; mais elle est, assurément, singulière et sans précédent car n'assurant aucune équité entre les parties au procès. En effet, au jour de la décision, les avocats avaient sollicité – en vain – la comparution personnelle devant la justice des militaires radiés ou à tout le moins, l'accès à leurs clients, conformément à l'article 7 de la Constitution de la République du Mali de 2023. Face au refus opposé à cette demande, les radiés n'ont pas pu réfuter les faits, sans preuve, a priori incroyables et contestables, qui leur ont été reprochés. La seconde possibilité était le rejet de notre demande. Aussi paradoxale que cela puisse paraître, c'est précisément cette issue que nous recherchions. Car rejeter la demande d'annulation des décrets de radiation, c'est leur conférer une validité juridictionnelle, une onction judiciaire. Et, il est ainsi judiciairement acté que les militaires radiés redeviennent des civils avec toutes les conséquences de droit qui en découlent, notamment : - l'application du régime juridique de détention applicable aux civils ; - l'impossibilité de leur maintien dans des lieux de détention relevant de l'autorité militaire. C'est précisément pour entendre dire cette évidence, ce droit – et tel était notre objectif – que nous avons déjà saisi la Cour suprême d'un « référé-liberté » afin de demander à la même juridiction, qui a



définitivement établi que ces anciens militaires sont redevenus civils, d'ordonner leur transfert vers des établissements pénitentiaires civils conformément au statut juridique désormais acté par la décision. Et aussi obtenir un accès libre de leurs avocats conformément à la Constitution du Mali, aux textes communautaires et aux principes généraux du droit. Faire droit à cette demande relève du simple bon sens et de la simple Justice. C'est pourquoi la décision à venir sera scrutée. L'audience publique est fixée à ce Vendredi 27 février 2026 à 09 heures à la Cour suprême. Quelle que soit la décision à venir, les responsabilités seront établies et assumées devant l'Histoire. Chacun prendra sa part. Et nous rendrons à nouveau compte au peuple malien de la décision rendue en son nom. En espérant que ce sera Justice !

Me Mountaga C. TALL

Nouvel Horizon ·

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS (DGI)
Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances Alousseyni SANOU, a présidé ce lundi 16 février 2026, la cérémonie de décoration en l'honneur des agents relevant de son département. Lors de cet événement solennel, 25 récipiendaires ont été distingués.
Parmi eux, 10 dont Mamoudou FOFANA de la DGI ont été nommés Chevaliers de l'Ordre National, tandis que les 15 autres ont été décorés de la Médaille du Mérite National, ornée de l'effigie « Lion debout ».
Une distinction hautement méritée par le représentant de la DGI qui avec le concours d'autres cadres de l'Administration a travaillé à ce que notre pays qui a été mis sous suivi renforcé du Groupe d'Action Financière (GAFI) suite à l'évaluation faite par le Groupe d'évaluation de la Coopération internationale (ICRG) a été qualifié conforme aux normes internationales..
Après la visite sur site du 28 au 30 avril 2025 et à l'issue de la réunion du GAFI tenue le 13 juin 2025 en France, le Mali a été retiré de la liste grise du GAFI.
Des efforts qui ont été récompensés par cette distinction.
Le porte-parole des récipiendaires et Inspecteur en chef adjoint au département des Finances, Mohamed KANAMBAYE a exprimé la gratitude des décorés envers les hautes autorités pour cette reconnaissance et salué la valorisation du capital humain.
Quant au Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances Alousseyni SANOU, il a salué les efforts des travailleurs du département qui malgré le contexte difficile que traverse le pays, marqué par des défis depuis 2020, ont atteint leurs objectifs.
Il les a exhorté à fournir plus d'efforts car c'est ensemble que nous relèverons les défis.
SOURCE: DGI



Yeah Samake

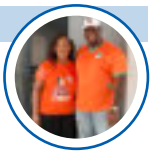
L'histoire est sans pitié : aucun pouvoir sans contre-pouvoir n'a jamais servi durablement son peuple.
La question n'est pas de savoir si le système actuel échouera.
La question est : à quel prix pour le Mali ?

Ouverture Média - OM

#OM-INFO : El hadj Seydou Noor Niang élu président de la chambre de commerce et d'industrie de Kayes.
Candidat unique, Seydou Noor a été plébiscité par ses pairs à la tête de la délégation régionale de la chambre de commerce et d'industrie de Kayes le Dimanche 22 Février 2026. Le scrutin s'est déroulé dans le calme et sans incident.

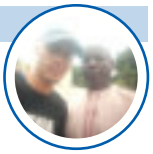


Apoutchou National



Quelqu'un a appelé Papa fortuné pour lui dire que nous avons cotisé 40 millions pour lui, il est tombé évan0 ui le Vieux n'en revient pas le jour de la remise des clé , j'aimerais que le SAMU puisse nous accompagner sur les lieux si possible.

Miniankakai Sogoba



Un nouveau souffle pour l'INPS avec l'arrivée de Mossadeck Bally !
Le géant de l'entrepreneuriat malien, Mossadeck Bally, prend officiellement les rênes du Conseil d'administration de l'INPS ! Élu à l'unanimité ce mardi 17 février 2026, le président du Patronat (CNPM) succède à Yacouba Katilé avec une mission claire : révolutionner la protection sociale au Mali. Entre modernisation digitale, intégration massive du secteur informel et une gestion plus transparente des cotisations, c'est une nouvelle ère d'efficacité qui s'ouvre pour les travailleurs maliens. Plus qu'une nomination,

c'est le signal fort d'une protection sociale plus forte, plus inclusive et résolument tournée vers l'avenir !
#Mali #INPS #MossadeckBally #Leadership #ProtectionSociale #Patronat #CNPM #ÉconomieMali #Solidarité #Bamako2026



Casimir Sangala



Burkina-Algérie : plusieurs accords conclus jeudi dans les secteurs mines, énergie, hydrocarbures et contenu local à Ouaga.

Ali Farka Touré



The 8th edition of the Festival Ali Farka Touré in Mali is scheduled for March 27–29, 2026, in Bamako, celebrating the legacy of the legendary Malian bluesman.
The festival promotes Malian culture and, along with related initiatives, continues to showcase traditional desert blues music.
Inaugurated in March 2014, this statue depicts the "King of Desert Blues" with his guitar, serving as a permanent tribute that the festival activates annually through live music and cultural rites.
La 8ème édition du Festival Ali Farka Touré au Mali est prévue du 27 au 29 mars 2026, à Bamako, célébrant l'héritage du légendaire bluesman malien.
Le festival fait la promotion de la culture malienne et, avec les initiatives connexes, continue de mettre en valeur la musique traditionnelle du désert blues.
Inaugurée en mars 2014, cette statue représente le "King of Desert Blues" avec sa guitare, servant d'hommage permanent que le festival active chaque année à travers la musique live et les rites culturels.



. .

Maliba News ·



Deux grandes figures de l'État malien :
Président Alpha Oumar Konaré
Premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta
Un duo qui a marqué son époque.



Proposition de l'Union africaine : Housseini Amion Guindo parle de "bluff"



L'ancien Ministre Housseini Amion Guindo a récemment fait des déclarations controversées concernant la proposition de l'Union africaine au Mali pour combattre le terrorisme. Selon ses dires, cette proposition serait une manoeuvre sans fondement, qualifiée de bluff. Cependant, il a également exprimé une opinion tranchée en affirmant que l'Union africaine ne devrait pas apporter son soutien au Mali dans sa lutte contre le terrorisme.

S'appuyant sur des arguments percutants, Housseini Amion Guindo a souligné que l'Union africaine n'est pas une organisation conçue pour lutter contre le terrorisme, mais plutôt pour superviser des processus démocratiques tels que l'organisation d'élections. Selon lui, il est crucial que chaque institution remplisse son rôle spécifique et évite de s'immiscer dans des domaines qui ne relèvent pas de sa compétence première.

Ces déclarations ont suscité des réactions contrastées au sein de la classe politique malienne et au sein de la communauté internationale. Alors que certains soutiennent la position ferme de Housseini Amion Guindo, d'autres critiquent vivement ses propos, mettant en avant l'urgence de la situation sécuritaire au Mali et la nécessité d'une coopération internationale renforcée dans la lutte contre le terrorisme.

Il est indéniable que le débat lancé par Housseini Amion Guindo soulève des questions essentielles sur le rôle et les missions des institutions régionales comme l'Union africaine dans la lutte contre le terrorisme en Afrique. Cette polémique met en lumière la complexité des enjeux sécuritaires auxquels sont confrontés de nombreux pays du continent et souligne la nécessité d'une réflexion approfondie et collective pour trouver des solutions efficaces et durables.

En définitive, les propos de Housseini Amion Guindo invitent à une réflexion critique sur les politiques de sécurité menées au Mali et en Afrique, ainsi qu'à une redéfinition des rôles et responsabilités des différentes institutions impliquées dans la lutte contre le terrorisme. Cette controverse souligne l'importance d'un dialogue constructif et d'une coopération internationale basée sur des principes de solidarité et de respect mutuel pour faire face efficacement aux défis de la sécurité régionale et internationale.

Fatou Sissoko

Ramadan 2026 : La Foire Ramadan Magique s'installe au Stade du 26 Mars de Yirimadio



Lancement de la Foire Ramadan Magique : Un événement incontournable pour le mois sacré. La Foire Ramadan Magique a été officiellement lancée lors d'un point de presse qui s'est tenu cet après-midi au stade du 26 mars de Yirimadio. Cette première édition promet d'être un événement majeur pour la communauté pendant le mois sacré du Ramadan.

Portée par l'Association en partenariat avec le Prestige Consulting dirigé par Ismaël Ballo, alias Balody, la Foire Ramadan Magique va bien au-delà d'une simple foire. Cet événement se veut être un espace de rupture, offrant aux exposants l'opportunité de vendre leurs produits tout en participant à des activités sportives.

Au programme de cette première édition, les visiteurs pourront profiter d'activités variées telles que la prière collective, la rupture collective, des tournois de jeux vidéos, ainsi que du foot Maraca inter quartier. Toutes ces activités se dérouleront au stade du 26 mars de Yirimadio, offrant ainsi un espace convivial et festif pour célébrer le mois béni du Ramadan.

La Foire Ramadan Magique s'annonce donc comme un rendez-vous incontournable pour les habitants de la région, alliant à la fois tradition, commerce et divertissement. Nous vous invitons à venir nombreux participer à cet événement unique qui saura ravir petits et grands.

Pour plus d'informations sur les horaires et les activités prévues, n'hésitez pas à consulter le site officiel de la Foire Ramadan Magique.

Fatou Sissoko

Renforcement du partenariat : Le CNPM et la BAD consolident leur coopération au service du secteur privé



Le Bureau du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) a tenu une importante réunion ce mardi 24 février 2026 avec M. Cédric Achille Mbeng MEZUI, Responsable pays de la Banque Africaine de Développement (BAD), ainsi que ses collaborateurs, au siège du CNPM. Cette rencontre stratégique s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre la BAD et le secteur privé malien.

Les discussions lors de cette séance de travail ont porté sur plusieurs points cruciaux visant à consolider la coopération entre la BAD et le secteur privé malien. Parmi les sujets abordés, on peut citer la mise en place d'un nouveau cadre formel de concertation BAD-SECTEUR PRIVÉ, l'organisation d'une Journée BAD–CNPM, le soutien au projet PIATE, la réalisation d'études sur un fonds d'investissement minier et les chaînes de valeur.

Un accord de principe a été conclu pour l'organisation future d'une Journée BAD–CNPM, qui permettra de renforcer les liens entre les deux entités. De plus, un soutien est envisagé pour la réalisation de l'étude concernant le fonds d'investissement minier, démontrant ainsi l'engagement de la BAD envers le développement économique du Mali.

L'accompagnement du projet PIATE a également été discuté, avec la possibilité pour la BAD de prendre en charge une partie du projet, témoignant de l'implication de la Banque dans les initiatives de développement du secteur privé malien.

Enfin, les deux parties ont convenu de renforcer leur collaboration à travers des initiatives concrètes visant à soutenir l'économie nationale. L'identification et la promotion des champions nationaux dans les secteurs minier et industriel, ainsi que la réalisation d'études sur les chaînes de valeur stratégiques et le Partenariat Public-Privé (PPP) ont été évoquées comme des leviers essentiels pour stimuler les investissements et renforcer la contribution du secteur privé au développement du Mali.

Cette rencontre entre le CNPM et la BAD marque une étape importante dans le renforcement des liens entre le secteur privé malien et les institutions financières internationales, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités de partenariat et de croissance économique pour le pays.

Moussa Diarra

DNACPN : Trois jours de bilan 2025 et de programmation 2026 pour renforcer l'action environnementale



La Direction nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) a entamé sa réunion annuelle bilan 2025 et de programmation 2026 le mardi 24 février au Centre de Formation des Collectivités territoriales. Pendant trois jours, les techniciens, partenaires et tous les acteurs impliqués se sont réunis pour discuter des réalisations de l'année passée et des défis à relever pour l'avenir.

Sous la présidence de M. Moussa DIARRA, Secrétaire général du ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, la cérémonie d'ouverture a été honorée par la présence des autorités administratives, des légitimités traditionnelles de Kati, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des acteurs de la Société civile. Cette assemblée prestigieuse a permis des échanges fructueux et constructifs visant à renforcer les actions en matière d'assainissement et de contrôle des pollutions et nuisances.

Les discussions ont porté sur les avancées significatives de l'année écoulée, mettant en lumière les projets réussis et les défis surmontés. De plus, la programmation pour l'année 2026 a été abordée, avec un accent particulier mis sur l'innovation, la durabilité et l'impact positif sur l'environnement.

Cette réunion annuelle a démontré l'engagement de la DNACPN et de ses partenaires à promouvoir des pratiques d'assainissement responsables et à lutter contre les pollutions et nuisances environnementales. Les échanges et les discussions ont contribué à renforcer les liens entre les différents acteurs et à définir des orientations stratégiques pour l'avenir.

En somme, la réunion annuelle bilan 2025 et programmation 2026 de la DNACPN a été un succès, soulignant l'importance de la collaboration et de la concertation pour assurer un environnement sain et durable pour tous.

Mohamed N'Diaye

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité dActivité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité dActivité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions lefficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

Lobjectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil dAdministration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur lévolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Sécurité fluviale : EUCAP Sahel Mali consolide les moyens de la Brigade fluviale



Dans le cadre de son mandat d'appui aux forces de sécurité intérieure, EUCAP Sahel Mali a effectué une visite à la Brigade fluviale de la Gendarmerie nationale du Mali afin de finaliser l'évaluation des équipements fournis et réparés au profit de l'unité. Cette mission technique marque une étape importante dans le processus de renforcement des capacités opérationnelles des forces chargées de la sécurisation des voies navigables.

Au cœur de cette initiative : la consolidation des moyens logistiques et techniques de la Brigade fluviale, acteur clé de la sécurité sur le fleuve Niger. Les équipements remis à niveau – embarcations, moteurs, dispositifs de communication et matériels de sécurité – permettront d'améliorer significativement la mobilité et l'efficacité des patrouilles fluviales. Dans un contexte sécuritaire marqué par la diversification des menaces, notamment les trafics illicites et la circulation de groupes criminels, cet appui apparaît stratégique.

Le fleuve Niger constitue un axe vital pour les échanges économiques, le transport de personnes et l'approvisionnement de nombreuses localités. Assurer sa

surveillance revient ainsi à protéger à la fois les populations riveraines et les activités commerciales qui en dépendent. Grâce au matériel réhabilité, la Brigade fluviale est désormais mieux outillée pour mener des missions de contrôle, de surveillance et d'interception, contribuant ainsi à renforcer l'autorité de l'État sur cet espace stratégique.

Au-delà de la dimension sécuritaire, cet accompagnement revêt également une portée humanitaire. Les voies fluviales sont régulièrement le théâtre d'accidents et de sinistres, notamment en période de crue. En améliorant les capacités d'intervention rapide des gendarmes, EUCAP Sahel Mali participe indirectement à la protection des vies humaines. Les opérations de sauvetage pourront être conduites avec davantage de célérité et d'efficacité, réduisant ainsi les risques pour les populations.

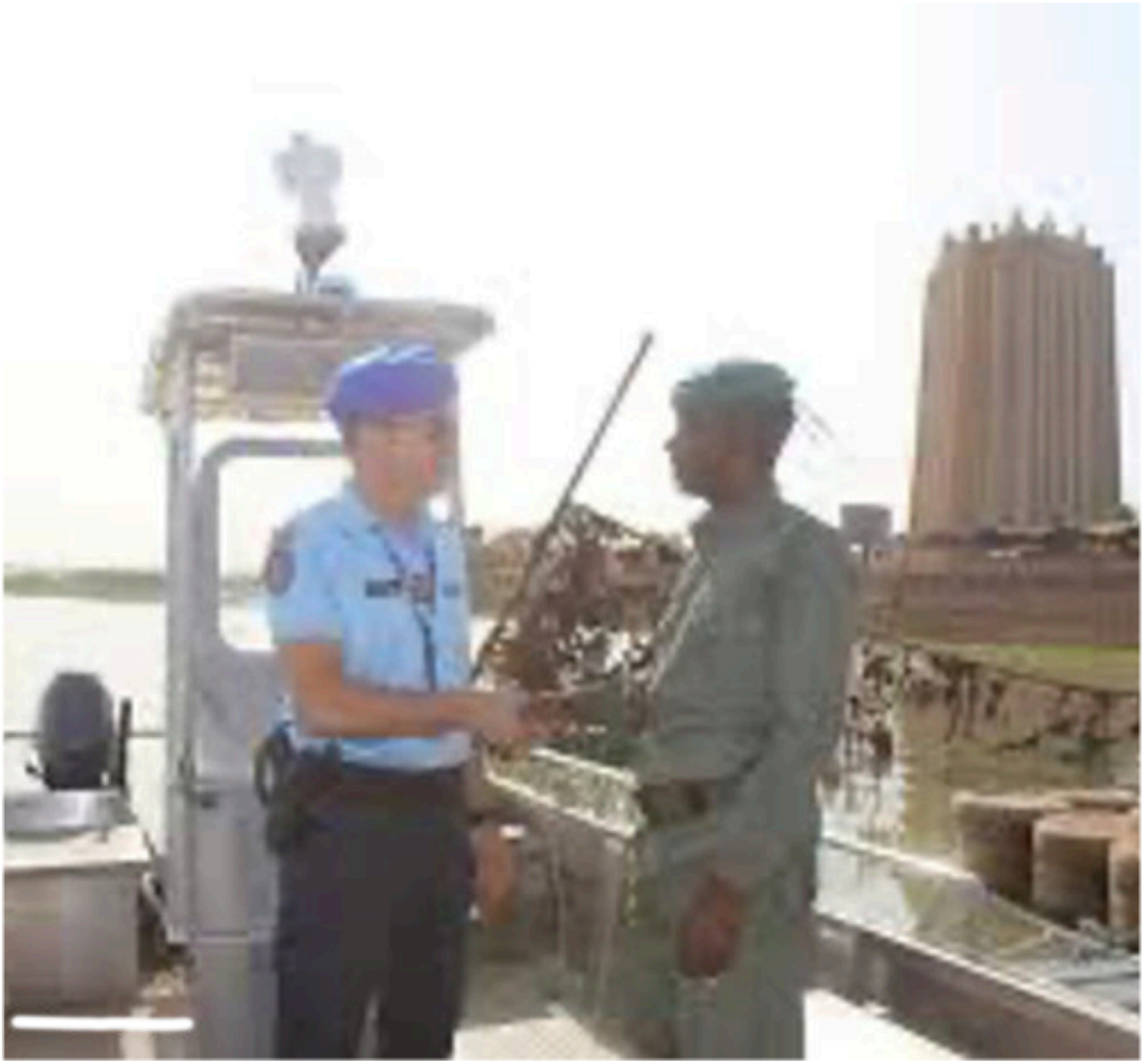
Cette visite d'évaluation s'inscrit dans une démarche globale de suivi et de redevabilité. Elle permet non seulement de vérifier la conformité et la fonctionnalité des équipements fournis, mais aussi d'identifier d'éventuels besoins complémentaires en formation ou en maintenance. La mission européenne privilégie en effet une approche intégrée, combinant appui matériel et renforcement des compétences, afin d'assurer la durabilité des investissements consentis.

Pour les responsables de la Gendarmerie nationale, ce partenariat témoigne d'une coopération technique constructive et orientée vers des résultats concrets. Le renforcement des capacités de la Brigade fluviale contribue à une meilleure coordination entre les différents services de sécurité opérant sur le territoire, tout en favorisant une présence accrue de l'État dans les zones souvent enclavées.

En consolidant les moyens d'action sur le fleuve Niger, EUCAP Sahel Mali réaffirme son engagement à accompagner les autorités maliennes dans la modernisation et la professionnalisation des forces de sécurité intérieure. Cette dynamique de coopération illustre l'importance d'un soutien structuré et ciblé pour relever les défis sécuritaires actuels.

À travers cette initiative, c'est l'ensemble du dispositif de sécurité fluviale qui se trouve renforcé, au bénéfice direct des populations et de la stabilité nationale.

Yacouba Ongoiba



Bamako face aux défis climatiques : Cap sur l'accélération du PRUBA



Le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Doumbia Mariam Tangara, a accordé ce mardi 24 février 2026 une audience à une mission de supervision de la Banque mondiale, conduite par M. Michel Mitera. Cette rencontre stratégique s'inscrit dans le cadre du suivi opérationnel du Projet de Résilience Urbaine de Bamako (PRUBA), un programme d'envergure destiné à renforcer la capacité de la capitale malienne à faire face aux défis environnementaux et climatiques.

Au cours des échanges, la délégation de la Banque mondiale a fait le point sur l'état d'avancement du projet. Les responsables ont salué la qualité de l'exécution des programmes en cours, mettant en avant les efforts consentis par le département de l'Environnement pour maintenir le cap des réformes engagées. Toutefois, la mission a également souligné la nécessité d'une implication accrue de Madame le Ministre dans le traitement de certains dossiers stratégiques, notamment ceux liés aux procédures administratives, afin d'accélérer les décaissements et d'assurer une mise en œuvre plus fluide des activités.

Le PRUBA représente actuellement le portefeuille le plus important de la Banque mondiale dans la région, illustrant l'importance stratégique accordée à Bamako dans les politiques de résilience urbaine. Ce projet structurant repose sur trois piliers fondamentaux.

Le premier concerne la modernisation des infrastructures urbaines. Il s'agit notamment d'améliorer les systèmes de drainage pour prévenir les inondations récurrentes, ainsi que de renforcer les

Projet de Résilience urbaine de Bamako

mécanismes de collecte et de gestion des déchets solides. Ces investissements visent à réduire les risques sanitaires et environnementaux, tout en améliorant la qualité de vie des populations.

Le deuxième pilier porte sur la réponse aux inondations. Face aux effets du changement climatique et à l'urbanisation rapide, Bamako est régulièrement confrontée à des crues et à des catastrophes naturelles. Le projet prévoit la mise en place de mécanismes de prévention et de protection des zones vulnérables, incluant des aménagements hydrauliques et des dispositifs d'alerte précoce.

Enfin, le troisième axe stratégique concerne le renforcement des capacités institutionnelles. Il s'agit d'apporter un appui technique et organisationnel aux structures nationales et locales afin de promouvoir une gestion urbaine durable, efficace et conforme aux standards internationaux.

À l'issue de l'audience, Madame le Ministre a exprimé sa gratitude envers la Banque mondiale pour son soutien constant et sa confiance renouvelée. Elle s'est engagée à lever les goulots d'étranglement administratifs identifiés, afin de garantir une meilleure coordination et une exécution diligente des travaux.

Dans cette dynamique, elle a instruit ses services techniques de maintenir une collaboration étroite et proactive avec les experts de la Banque mondiale. L'objectif affiché est clair : transformer ces investissements majeurs en résultats concrets pour l'assainissement, la prévention des inondations et le bien-être durable des populations de Bamako.

Cette rencontre marque ainsi une étape décisive dans la consolidation du partenariat entre le Mali et la Banque mondiale, au service d'une capitale plus résiliente et plus durable.

Yacouba Ongoiba









OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Union économique et monétaire ouest-africaine : Bamako accueille la IIe Revue annuelle des réformes communautaires



La capitale malienne accueille, du 25 au 27 février 2026, la phase technique de la 11e édition de la Revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'Union économique et monétaire ouest-africaine(UEMOA). Pendant trois jours, experts nationaux, points focaux sectoriels et représentants institutionnels examinent le niveau de conformité du Mali aux engagements pris dans le cadre de l'intégration régionale.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Yaya Diarra, représentant le ministre de l'Économie et des Finances, en présence de M. Roberto Alexandre Vieira, représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Mali. Cette rencontre s'inscrit désormais comme un rendez-vous institutionnel majeur dans l'agenda communautaire des États membres.

S'exprimant au nom de M. Abdoulaye Diop, Président de la Commission de l'UEMOA, Roberto Alexandre Vieira a souligné l'importance stratégique de cette revue annuelle. Selon lui, cet exercice constitue un levier fondamental pour renforcer l'appropriation des réformes communautaires par les administrations nationales. Il favorise également une saine émulation entre les pays membres, tout en permettant de documenter de manière rigoureuse les progrès réalisés.

Au-delà de l'évaluation technique, la revue répond à une exigence de transparence et de redevabilité. Les conclusions issues de ces travaux serviront de base à la reddition de comptes auprès des plus hautes autorités de l'Union, notamment les chefs d'État. Le représentant résident a, à cet égard, salué le soutien constant des autorités maliennes au processus

d'intégration régionale, rappelant que la consolidation du marché commun repose sur l'engagement actif de chaque État membre.

En procédant au lancement officiel des travaux, M. Yaya Diarra a exprimé la reconnaissance du Gouvernement malien envers la Commission de l'UEMOA pour son accompagnement dans les réformes structurelles. Il a mis en exergue le rôle déterminant des politiques communautaires dans des secteurs stratégiques de l'économie nationale, notamment les finances publiques, le commerce, les infrastructures et la gouvernance économique.

Les résultats de l'édition précédente illustrent les défis persistants. En 2024, le Mali affichait un taux moyen de mise en œuvre des réformes de 80,06 %, en légère régression par rapport aux 80,94 % enregistrés en 2023. Cette évolution contrastée appelle à un renforcement des efforts pour consolider les acquis et corriger les insuffisances identifiées.

L'enjeu de cette 11e édition est donc de taille. Il s'agit non seulement d'améliorer la performance nationale, mais aussi de contribuer à la construction d'un espace économique harmonisé, sécurisé et attractif pour les investisseurs. L'objectif ultime des réformes communautaires demeure la création d'un environnement favorable à la croissance, à la compétitivité et à l'emploi.

À travers cette revue annuelle, le Mali réaffirme son engagement en faveur de l'intégration sous-régionale. Dans un contexte marqué par des défis économiques et sécuritaires, la cohérence des politiques publiques au sein de l'espace UEMOA apparaît comme un facteur déterminant pour un développement économique et humain équilibré, au bénéfice direct des populations.

Les travaux techniques en cours à Bamako devraient permettre d'identifier des pistes d'amélioration concrètes et d'insuffler une nouvelle dynamique à la mise en œuvre des engagements communautaires.

Yacouba Ongoiba



Lettre à grand-père : Éviter l'enlisement politique



Lher grand-père, La nature a horreur du vide. Les sociétés aussi. Lorsqu'un pays semble suspendu entre passé et avenir, sans cap lisible ni dynamique perceptible, les esprits avertis s'interrogent. En politique, l'immobilisme n'est jamais neutre : il est souvent le signe d'un déséquilibre plus profond.

Aujourd'hui, l'impression dominante est celle d'un ralentissement préoccupant. Comme si, après avoir multiplié les annonces, exploré des pistes, décliné des slogans et promis des ruptures, nous nous retrouvions face à une réalité inchangée – sinon aggravée. Les formules mobilisatrices se sont usées au contact du réel. Les proclamations se sont dissipées à l'épreuve du temps.

L'insécurité demeure. L'instabilité politique persiste. La crise institutionnelle continue d'alimenter l'incertitude. Le retour à l'ordre constitutionnel, tant évoqué, semble repoussé à l'horizon. À force de gouverner dans l'urgence et par l'exception, le risque est grand d'installer durablement une politique de crise, entretenue par des crises successives.

Plus préoccupant encore : l'espace du débat public paraît se rétrécir. Les voix discordantes se font rares. Les critiques sont marginalisées. Les propositions alternatives peinent à trouver un cadre d'expression. Or, aucune société ne progresse dans l'unanimisme contraint. La vitalité politique suppose la contradiction, la confrontation d'idées, le dialogue franc entre acteurs responsables.

L'histoire, grand-père, nous enseigne une leçon constante : les cours ont souvent bercé les princes d'illusions. Les souverains qui ont marqué leur temps ne furent pas ceux entourés de laudateurs, mais ceux capables d'entendre la vérité, même lorsqu'elle dérange. De l'empire du Mali ancien aux Républiques contemporaines, les dirigeants lucides furent ceux qui ont su rectifier à temps, écouter au-delà du cercle des courtisans et anticiper les ruptures.

L'enlisement actuel n'est pas une fatalité. Il appelle une réorientation. Relancer la dynamique politique implique de réhabiliter les acteurs institutionnels, de rouvrir les espaces de concertation, de restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés. Il s'agit de dépasser les postures pour construire des solutions durables, fondées sur le droit, l'inclusion et la responsabilité.

Car lorsque les vents tournent, les applaudissements se taisent. Les soutiens d'hier se font discrets, avant de renaître sous d'autres cieux. C'est la constance des principes, non la ferveur des acclamations, qui fonde la solidité d'un pouvoir.

Évitons donc l'immobilisme. Refusons le confort trompeur du statu quo. Le Mali mérite mieux qu'une gestion au jour le jour : il exige une vision, du courage politique et une gouvernance ouverte.

À mardi, si Dieu le veut.

Lettre de Koureichy
Source : Mali Tribune

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Scandale polygamique : Un homme violemment agressé par ses deux épouses



Une récente vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux a choqué l'opinion publique en montrant un homme pris à partie de manière violente par ses deux épouses au sein de leur domicile familial. L'altercation a éclaté lorsque l'homme a annoncé son intention de contracter un troisième mariage, une décision que ses deux épouses ont vivement rejetée.

La séquence, filmée dans le salon de la maison, montre la première épouse s'approcher de son mari pour lui asséner plusieurs gifles, exigeant qu'il renonce immédiatement à son projet. La seconde épouse rejoint rapidement le conflit en frappant également l'homme, qui semble dépassé par la situation et incapable de se défendre face aux deux femmes.

La tension monte encore d'un cran lorsque l'une des épouses saisit un objet pour poursuivre l'agression, laissant le mari en position de faiblesse, sans possibilité de riposter. La scène, d'une violence inouïe, a choqué de nombreux internautes et suscité des réactions contrastées sur les réseaux sociaux.

Certains internautes ont dénoncé cette violence conjugale comme inacceptable, soulignant les conséquences dramatiques des mariages polygamiques. D'autres ont engagé des débats sur les tensions et les conflits inhérents à ce type de relations conjugales, mettant en lumière les questions de respect, d'égalité et de droits des femmes.

Cette affaire met en lumière les réalités complexes des mariages polygamiques et des dynamiques familiales qui en découlent. Elle soulève également la question de la violence conjugale et de ses conséquences dévastatrices sur les individus impliqués.

En attendant les éventuelles suites judiciaires de cette affaire, elle suscite une réflexion profonde sur les normes sociales, les droits des femmes et les limites de la polygamie dans notre société contemporaine.

Fatou Sissoko

Incident frontalier : Arrestation de 16 militaires sierra-léonais par les forces armées guinéennes



Le mardi, l'état-major général des armées guinéennes a publié un communiqué officiel annonçant l'arrestation de 16 militaires sierra-léonais à la frontière entre la Guinée et la Sierra Leone. Cette opération a été menée suite à la détection de l'intrusion de ces militaires armés sur le territoire guinéen, dans le district de Koudaya, situé dans la préfecture de Faranah, à plus de 600 km au sud-est de Conakry.

Les soldats sierra-léonais se trouvaient à environ 1,4 kilomètre à l'intérieur du territoire guinéen, sans aucune autorisation préalable des autorités compétentes. Ils avaient érigé des tentes et hissé leur drapeau national, ce qui a alerté les forces armées guinéennes. Ces dernières ont rapidement réagi en se déployant sur les lieux et en procédant à l'interpellation des 16 militaires concernés. Leurs équipements et matériels ont également été saisis.

Anssoumane Toumany Camara, directeur de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA) et porte-parole du ministère de la Défense nationale, a déclaré que les militaires sierra-léonais ont été remis à la police judiciaire pour les besoins de l'enquête. Il a également lancé un appel aux forces de défense et de sécurité pour renforcer leur vigilance et rester mobilisées afin de garantir la défense et la protection de l'intégrité territoriale du pays.

Cet incident souligne l'importance de la surveillance et de la réactivité des forces armées guinéennes pour préserver la souveraineté du territoire national. Il met également en lumière les défis liés à la sécurité aux frontières et à la coopération entre les pays voisins pour prévenir de telles intrusions à l'avenir.

Arouna Sidibé

Programme nucléaire iranien : Les États-Unis renforcent la pression avant Genève



Le gouvernement américain a annoncé mercredi 25 février de nouvelles sanctions économiques visant à affaiblir le régime iranien et à tarir ses revenus pétroliers. Cette décision intervient à la veille de nouveaux pourparlers entre Téhéran et Washington concernant le programme nucléaire iranien, qui se tiendront à Genève en Suisse.

Quatre personnes de nationalité iranienne, des sociétés et douze navires ont été ciblés par ces sanctions. Selon un communiqué officiel, ces navires font partie de ce que les autorités américaines qualifient de "flotte fantôme", une stratégie permettant à Téhéran de contourner l'embargo américain sur ses exportations de pétrole. Les revenus ainsi obtenus serviraient, d'après les États-Unis, à financer la répression interne, des groupes terroristes affiliés à l'Iran ainsi que des programmes d'armement.

Le président américain, Donald Trump, a récemment accusé l'Iran de développer des missiles capables de menacer l'Europe, les bases militaires américaines, voire même les États-Unis. Il a dénoncé les ambitions nucléaires de Téhéran, appelant à un accord qui garantirait que l'Iran renonce à l'arme atomique.

De son côté, l'Iran nie toute ambition militaire et insiste sur son droit au nucléaire civil en tant que signataire du Traité de non-prolifération (TNP). Malgré les menaces de frappes évoquées par les États-Unis en cas d'échec des négociations, ces derniers ont déjà déployé un important dispositif militaire dans la région du Golfe.

Ces nouvelles sanctions marquent un durcissement des relations entre les deux pays et soulignent les tensions persistantes autour du programme nucléaire iranien. Les pourparlers à venir pourraient être décisifs pour l'avenir des relations internationales dans la région.

Arouna Sidibé

Sénégal-Fonds monétaire international : Divergences persistantes sur un nouveau programme d'aide



Le ton se durcit entre le Sénégal et le Fonds monétaire international (FMI). Alors que Dakar négocie un nouveau programme d'appui financier, des « divergences fondamentales » subsistent, selon le ministre des Finances Cheikh Diba, qui s'est exprimé le 24 février devant les députés.

Le Sénégal cherche à conclure un accord avec l'institution de Bretton Woods afin de faire face à un endettement public désormais supérieur à 130 % du produit intérieur brut. Cette situation résulte notamment d'emprunts non déclarés contractés sous l'ancienne administration. Cheikh Diba a assuré que les questions liées aux erreurs de déclaration avaient été réglées, un audit ayant été convenu et des corrections statistiques engagées. Un porte-parole du FMI a confirmé que des mesures correctives avaient été arrêtées d'un commun accord.

Cependant, le différend porte désormais sur l'appréciation des perspectives macroéconomiques du pays. Les autorités sénégalaises jugent « trop pessimistes » les hypothèses du Fonds et rejettent l'idée d'une restructuration de la dette. « Les indicateurs à long terme s'améliorent et, in fine, nous aurons une dette soutenable, sans compromettre nos relations avec nos créanciers », a affirmé le ministre, soulignant que les discussions techniques se poursuivent.



Au-delà du cadre strictement financier, le débat a pris une dimension résolument politique. Le Premier ministre Ousmane Sonko a dénoncé la dépendance structurelle de l'Afrique à l'endettement extérieur, qualifiant certaines dettes d'« injustes et odieuses ». En marge d'une rencontre à Addis-Abeba avec l'économiste américain Jeffrey Sachs, il a relayé une critique virulente du FMI : « Ce qui intéresse le FMI, ce n'est pas votre développement. Ce qui les intéresse, c'est que vous restiez pauvres et sages. »

Pour le chef du gouvernement, l'Afrique ne doit pas se contenter d'annulations ou de restructurations classiques. Il plaide pour un moratoire de 20 à 30 ans sur le service de la dette, afin de permettre aux États de concentrer leurs ressources sur l'investissement productif et la transformation structurelle de leurs économies. Cette vision s'inscrit dans une volonté de rupture avec les modèles de croissance dépendants de l'aide extérieure.



Ousmane Sonko défend une stratégie de croissance endogène à deux chiffres, fondée sur les infrastructures, l'éducation et la valorisation des ressources locales. Selon lui, un noyau restreint de dirigeants africains partageant une même ambition politique pourrait enclencher une dynamique continentale, sans attendre l'unanimité des 55 États membres de l'Union africaine.

Le Premier ministre estime que le Sénégal dispose aujourd'hui du leadership nécessaire pour intégrer ce groupe moteur, mettant en avant les réformes engagées en matière de gouvernance et de transparence. « Nous devons être des modèles dans la gestion des affaires publiques », a-t-il insisté, appelant à poursuivre le combat pour le changement malgré les résistances.

Ainsi, au-delà des négociations en cours avec le FMI, le débat ouvert à Dakar interroge plus largement le modèle de financement du développement en Afrique. Entre impératifs de stabilité macroéconomique et aspirations à la souveraineté économique, l'issue des discussions pourrait avoir des répercussions bien au-delà des frontières sénégalaises.

Moctar Sow

Fédération malienne de football : Les propositions du ministre Fomba rejetées, vive polémique autour du processus électoral



Une vive controverse secoue la Fédération malienne de football (FEMAFOOT) à la suite d'une réunion tenue entre la commission d'organisation de l'élection du futur bureau exécutif et le ministre de tutelle, M. Fomba. Selon plusieurs sources concordantes, le ministre aurait proposé une liste de personnalités pour occuper les principaux postes à pourvoir, suscitant une levée de boucliers au sein des acteurs du football malien.

Au cours de cette rencontre, le ministre aurait suggéré Sidi Mohamed Dembélé, membre du Club Olympique de Bamako (COB), pour le poste de président. Pour les vice-présidences, les noms de Majou Baba Cissé (1er vice-président), Mohamed Lamine Sissoko dit « Momo », ancien international et ex-Aigle du Mali (2e vice-président), ainsi qu'un général de brigade, gouverneur de Bougouni (3e vice-président) auraient été avancés.

Bien que ces échanges se soient déroulés dans un cadre restreint, les informations ont rapidement fuité, provoquant une onde de choc sur les réseaux sociaux. De nombreux observateurs ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme une tentative d'ingérence dans un processus électoral censé être indépendant et régi par les statuts de la fédération.

La commission d'organisation de l'élection, appuyée par plusieurs acteurs du football national, aurait rejeté en bloc ces propositions, rappelant le principe fondamental d'autonomie des fédérations sportives. Cette autonomie est consacrée par les textes nationaux et internationaux encadrant la gouvernance du football, qui exigent une absence d'ingérence politique dans les affaires internes des instances sportives.

Plusieurs fautes graves sont reprochées au ministre Fomba dans cette affaire. D'abord, la tentative d'influence sur la composition du futur comité exécutif constitue une atteinte au principe d'indépendance institutionnelle. Ensuite, la proposition de personnalités sans consultation préalable des membres statutaires peut être perçue comme une violation des procédures démocratiques internes. Enfin, l'introduction d'un haut responsable administratif et militaire dans un processus électoral sportif soulève des interrogations sur la séparation des sphères politique, sécuritaire et sportive.

Ces manquements pourraient exposer la FEMAFOOT à des risques sur le plan international, les instances dirigeantes du football mondial étant particulièrement vigilantes sur toute ingérence gouvernementale dans les fédérations nationales.

Au même moment, dans un courrier adressé aux membres statutaires de la fédération, le Secrétaire général, Sidi Békaye Magassa, a tenu à clarifier les différentes étapes du processus électoral devant conduire à la mise en place du nouveau Comité exécutif. Ce document détaille les modalités de dépôt des candidatures, les critères d'éligibilité, le calendrier électoral ainsi que les mécanismes de contrôle et de validation, dans le strict respect des statuts en vigueur.

Cette communication officielle apparaît comme une volonté d'apaisement et de recentrage sur les règles établies. Elle vise à rassurer les acteurs du football malien quant à la transparence et à la régularité du scrutin à venir.

Dans un contexte déjà marqué par des tensions récurrentes au sein du football national, cette polémique relance le débat sur la gouvernance du sport au Mali. Entre exigences d'indépendance institutionnelle et tentations d'intervention politique, l'avenir du processus électoral de la FEMAFOOT s'annonce déterminant pour la crédibilité du football malien.

Moctar Sow

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux... Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages... C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée...

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com